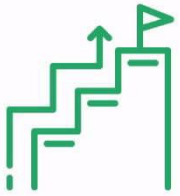


Un budget de l'UE pour l'avenir

Développement régional et cohésion



#Politiquedecohésion
#UEenRégion



Une politique moderne et dynamique

Un investissement moderne

- Centré sur la transition vers une économie intelligente et sobre en carbone
- Conditions renforcées et liaison avec le Semestre européen
- Données approfondies de performance (en quasi temps réel), données ouvertes

Simple, flexible, dynamique

- 7 fonds, 1 règlement (50 % plus court)
- 50 simplifications administratives clés
- Mise en œuvre plus rapide (retour à la règle $n+2$)
- Réactivité face aux besoins émergents (migration, économie)

Pour toutes les régions

- «Méthode de Berlin» équilibrée et équitable
- 75 % aux régions les plus pauvres, là où les besoins sont les plus importants
- Prendre les besoins émergents en charge et assurer la transition économique à travers l'UE

Moderniser la politique



Objectifs politiques

11 objectifs simplifiés et consolidés pour n'en former plus que 5:

1. Une Europe plus intelligente (transformation économique innovante et intelligente)
2. Une Europe plus verte, sobre en carbone (inclut la transition énergétique, l'économie circulaire, l'adaptation aux changements climatiques et la gestion du risque)
3. Une Europe plus connectée (mobilité et connectivité des TIC)
4. Une Europe plus sociale (socle européen des droits sociaux)
5. Une Europe plus proche des citoyens (développement durable des zones urbaines, rurales et côtières et initiatives locales)

2 objectifs horizontaux:

- Renforcement des capacités administratives
- Coopération entre régions et transfrontalière (intègre la coopération dans les programmes principaux)

CONCENTRATION THÉMATIQUE DU FEDER

- Maintenir les dépenses dans les domaines clés pour la croissance et l'emploi
- Au niveau national selon le RNB par habitant => flexibilité

Pays concernés:	% min. OP 1 («Europe plus intelligente»)	% min. OP 2 (Europe plus verte, sobre en carbone)
RNB < 75 %	35 %	30 %
RNB 75-100 %	45 %	30 %
RNB > 100 %	60 %	OP 1 + OP 2 min. 85 %

- 6 % du budget au développement urbain, mis à disposition via des partenariats de développement locaux

Développement urbain durable

- Nouvel objectif spécifique de développement intégré des zones urbaines
- 6 % du FEDER destinés au développement urbain, avec une mise en œuvre via des partenariats de développement locaux et faisant appel à différents outils
- Exigence de stratégies de développement locales – appropriation locale
- Initiative urbaine européenne: approche cohérente du renforcement des capacités, des actions innovantes, du développement des connaissances et politiques, et de la communication



Créer les conditions du succès

Conditions propices (auparavant *ex ante*)

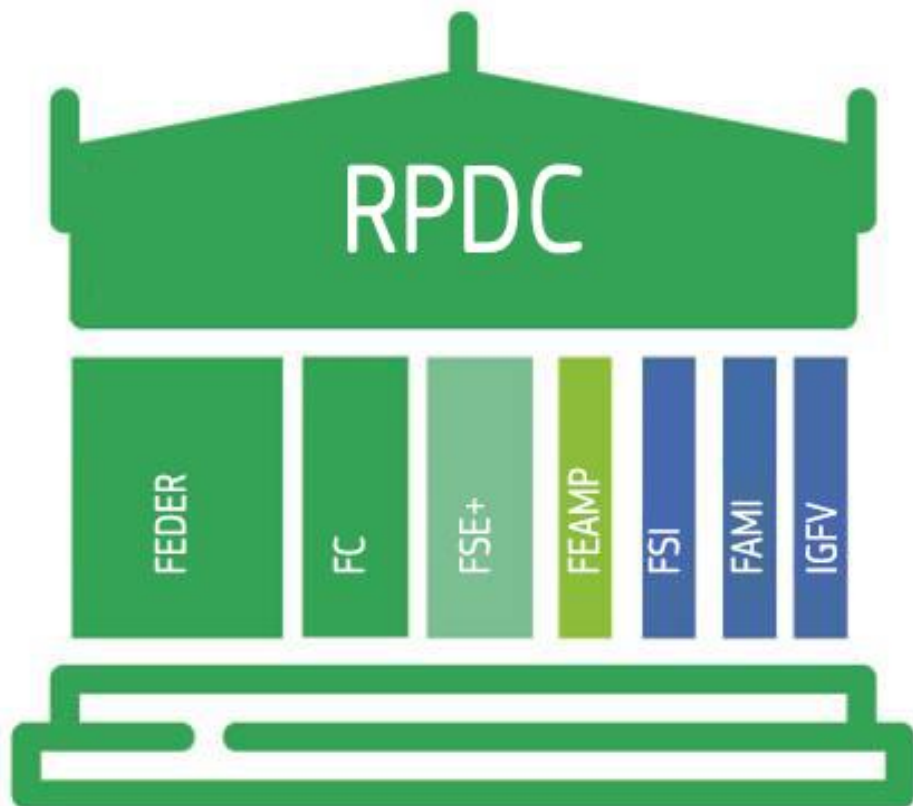
- Liens plus clairs, plus étroits et moins nombreux (de 35 à 20) avec les politiques
- Condition pour la déclaration de dépenses (=> pas de plan d'action mais suivi tout au long de la période)

Gouvernance de l'UE

- Semestre européen
- Conditionnalité macroéconomique
- Réforme du programme de soutien
- État de droit

Architecture légale

7 fonds, 1 règlement



Le RPDC couvre la mise en œuvre. 1 ensemble de règles:

- Plus cohérent
- Plus simple à apprendre
- Plus simple à combiner



Instruments légaux clés

Règlement portant dispositions communes (RPDC)

- Couvre 7 fonds, à savoir les FEDER, FC, FSE+, FEAMP, FAMI, FSI et IGFV
- Modalités de mise en œuvre clairement définies

Aussi: règlement FSE+

Règlement FEDER/FC

- Règlement unique pour les deux fonds
- Priorités politiques clairement définies (objectifs spécifiques, exigences en matière de concentration thématique, etc.)

Règlement CTE

- Couvre la coopération territoriale, y compris l'assistance extérieure
- Nouvel instrument d'innovation interrégionale

MTE: instrument juridique prêt à l'emploi destiné à simplifier les projets transfrontaliers



Cohérence avec les autres instruments de l'UE

4 exemples clés:

- Horizon Europe («excellence européenne»)
FEDER («pertinence régionale», spécialisation intelligente, diffusion des innovations) et renforcement du mécanisme de sceau d'excellence
- MIE/FC: transfert de 10 Mrd EUR du FC au MIE; projets de réseaux transeuropéens de transport (RTE-T) à financer à la fois par une gestion partagée et directe
- Migration: tous les fonds de la politique de cohésion répondront aux besoins à long terme liés à l'intégration, tandis que le FAMI se concentrera sur les besoins à court terme
- Réforme du programme de soutien
Fonction de stabilisation des investissements européens

Simplification et flexibilité



Plus simple

- Architecture elle-même – 7 Fonds, 1 règlement
- Texte réduit de moitié
- 50 simplifications administratives clés (exemples aux diapositives suivantes)

Programmation

Qu'est-ce qui est nouveau?

- Programmation plus simple, plus ciblée et plus stratégique, sous une forme structurée
- Axée sur les performances: vérification à mi-parcours en 2025
- Synergies: liaison plus étroite avec le Semestre européen
- Annexes: remplacent quelques 40 des habilitations de la période 2014-2020

Que ne fera-t-on plus?

- Plus de modifications des accords de partenariat en cours de période
- Chevauchements éliminés entre accords de partenariat et programmes (par exemple, conditions propices uniquement dans les programmes)
- Moins procédural: combinaison des ajustements techniques avec l'examen des performances

Plus flexible

- Nouvelle possibilité de transfert: un État membre peut demander le transfert de jusqu'à 5 % des ressources d'un programme vers un autre instrument de l'UE
- Reprogrammation plus simple: jusqu'à 5 % d'une priorité (3 % d'un programme) sans décision de la Commission.
- Programmation «5+2»:
 - **Programmation initiale sur 5 ans**
 - **Allocations 2026-2027 programmées après les vérifications à mi-parcours en 2024-2025 (sur la base des besoins émergents et des performances)**
 - **Ajustement technique en cours de route (modifiant les allocations à partir de 2025)**



Remboursement plus simple

Qu'est-ce qui est nouveau?

- Options de coûts simplifiés
Coûts unitaires, taux forfaitaires, forfaits
- «Financement de l'assistance technique non lié aux coûts» (= proportionnel à la mise en oeuvre)

Que ne fera-t-on plus?

Moins de remboursements des coûts éligibles = moins de paperasse, reçus, factures

NB: Les simplifications de cette diapositive sont potentiellement celles qui permettent les économies les plus importantes. Une étude suggère une réduction potentielle de 25 % des coûts administratifs.

Éligibilité

Qu'est-ce qui est nouveau?

- Flexibilité lorsqu'il s'agit d'intervenir face à une catastrophe naturelle
- Règles distinctes et plus claires concernant la durabilité et délocalisation
- Pour les opérations en dessous de 5 Mio EUR de coût total, la TVA est éligible. Dans tous les autres cas, la TVA est non éligible.

Que ne fera-t-on plus?

- Règles spécifiques pour les opérations génératrices d'un revenu
- Évaluer et adopter les projets majeurs; au lieu de cela, «opérations d'importance stratégique» et comité de suivi

Gestion et contrôle plus simples

Qu'est-ce qui est nouveau?

- Système plus proportionné pour les programmes à faible taux d'erreur: recours aux systèmes nationaux, pas d'audit des systèmes, audit d'un échantillon de maximum 30 opérations
- Processus plus simple d'approbation des comptes (et pas de «comptes à zéro»)
- Période de conservation des documents clairement définie pour les bénéficiaires (5 ans à compter de l'année du dernier remboursement)

Que ne fera-t-on plus?

- Pas de procédure de désignation: maintien des systèmes existants.
- Moins de couches de contrôle: Autorités de certification remplacées par une fonction comptable (qui ne répétera pas les contrôles)
- Vérification administrative de 100 % des demandes de paiement.
Après 2020: échantillon fondé sur l'analyse des risques

Utilisation accrue des instruments financiers

- Encouragement du recours aux instruments financiers (IF) grâce à la simplification:
 - Évaluations *ex ante* allégées
 - Règles intégrées pour les subventions et IF (=> maîtrise des règles et combinaison des instruments plus aisées)
 - Règles plus simples pour l'éligibilité, les paiements et les frais de gestion
 - Pas d'établissement de rapports séparés
- Contribution volontaire jusqu'à 5 % de chaque Fond au nouvel instrument InvestEU. Règles d'InvestEU, mais objectifs de cohésion.

Performances, suivi et évaluation

Qu'est-ce qui est nouveau?

- Le cadre de performance couvrira tous les indicateurs de réalisation et de résultat
- Données relatives à l'avancement tous les 2 mois
- Dialogue politique structuré et dynamique entre Commission et États membres lors de la réunion de réexamen annuel

Que ne fera-t-on plus?

- Réserve de performance (remplacée par la programmation «5+2»)
- Rapports annuels ou d'avancement pour la politique de cohésion
- Évaluation *ex ante*

Solidarité et responsabilité

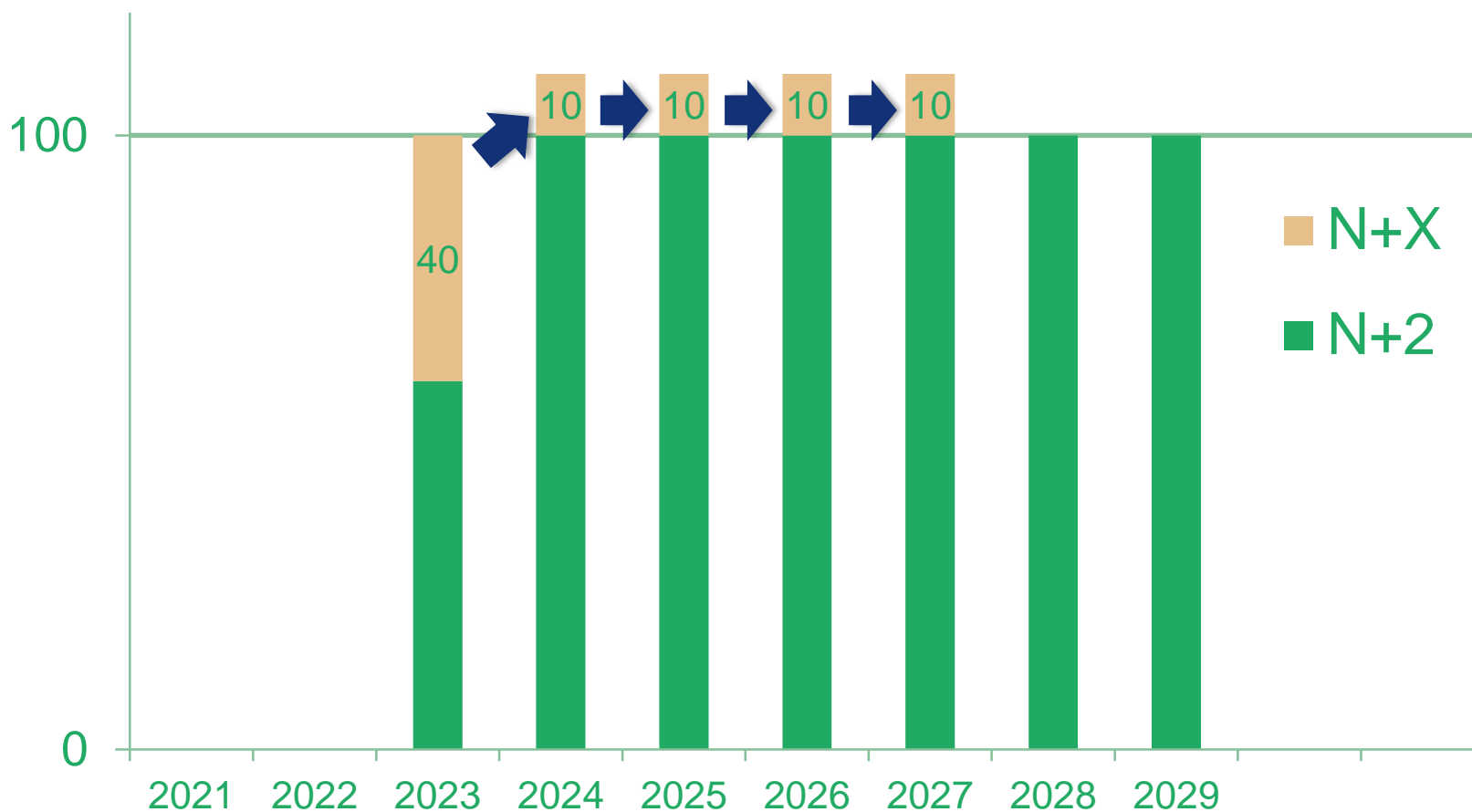
Plafonds de cofinancement abaissés

Plafond	Application
70 %	Régions moins développées Régions ultrapériphériques Fonds de cohésion Interreg
55 %	Régions en transition
40 %	Régions plus développées

En contrepartie: Éligibilité de la TVA

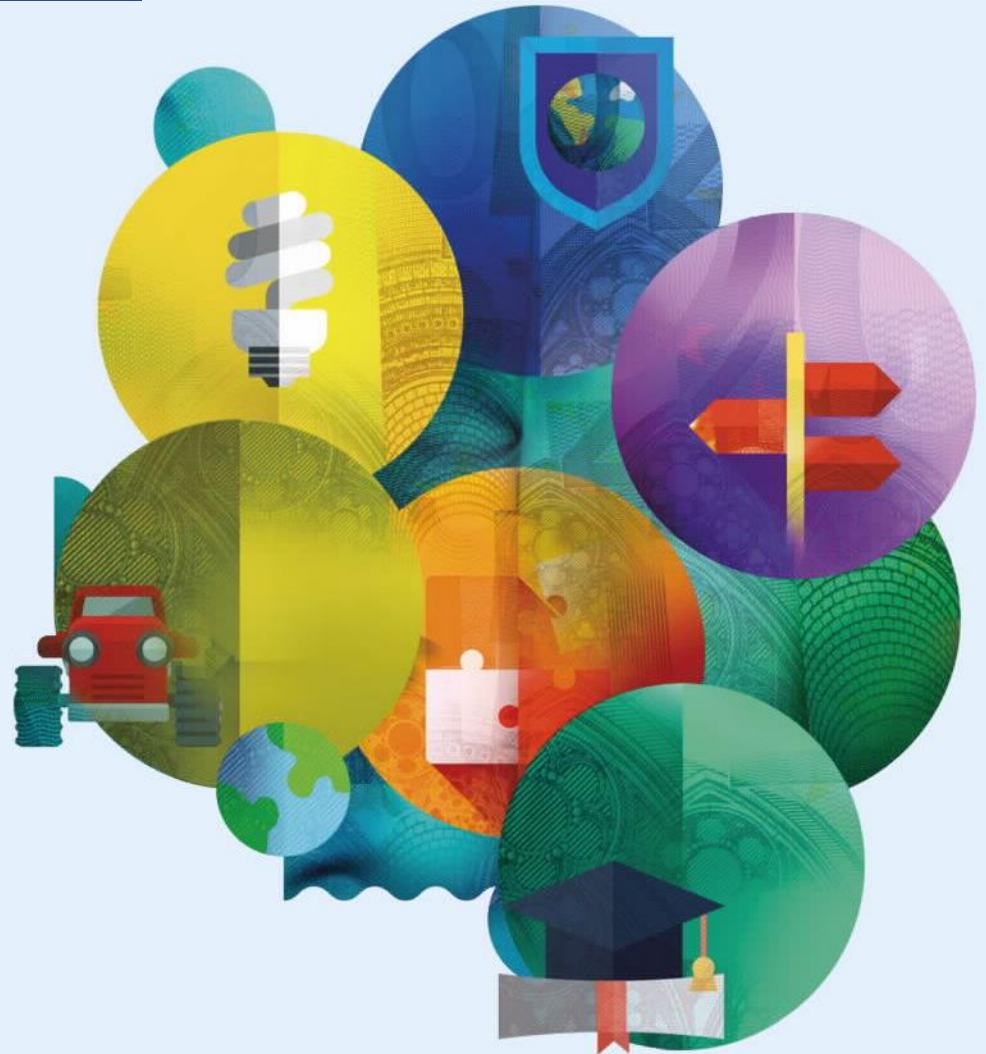
Pas de règles spécifiques pour les projets qui génèrent un revenu

De N+3 à N+2 au cours de la période



Le Fonds Social Européen (FSE+)

#EUBudget



Place du FSE+

Cadre financier pluri-annuel 2021-2027

LE NOUVEAU CADRE FINANCIER PLURIANNUEL 2021-2027

UN BUDGET POUR UNE UNION QUI PROTÈGE, QUI DONNE LES MOYENS D'AGIR ET QUI DÉFEND

En milliards d'euros, prix courants



I. MARCHÉ UNIQUE, INNOVATION ET NUMÉRIQUE

187,4 €

- 1 Recherche et innovation
- 2 Investissements stratégiques européens
- 3 Marché unique
- 4 Espace



II. COHÉSION ET VALEURS

442,4 €

- 5 Développement régional et cohésion
- 6 Union économique et monétaire
- 7 Investir dans le capital humain, la cohésion sociale et les valeurs



III. RESSOURCES NATURELLES ET ENVIRONNEMENT

378,9 €

- 8 Agriculture et politique maritime
- 9 Environnement et action pour le climat



IV. GESTION DES MIGRATIONS ET DES FRONTIÈRES

34,9 €

- 10 Migrations
- 11 Gestion des frontières



V. SÉCURITÉ ET DÉFENSE

27,5 €

- 12 Sécurité
- 13 Défense
- 14 Réaction aux crises



VI. VOISINAGE ET RESTE DU MONDE

123 €

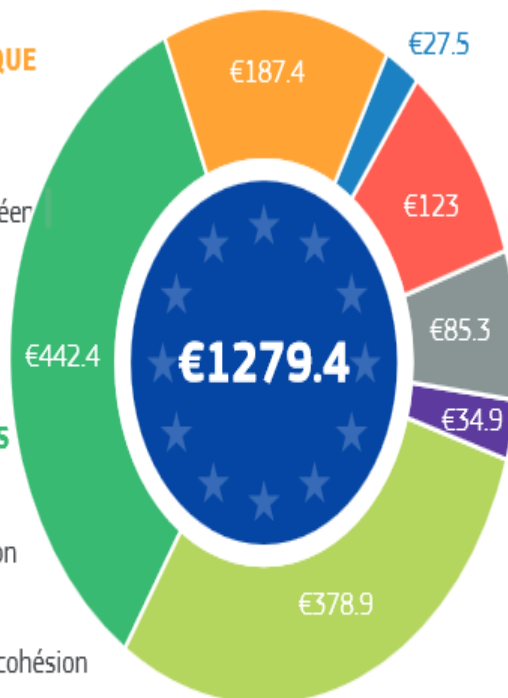
- 15 Actions extérieures
- 16 Aide de préadhésion



VII. ADMINISTRATION PUBLIQUE EUROPÉENNE

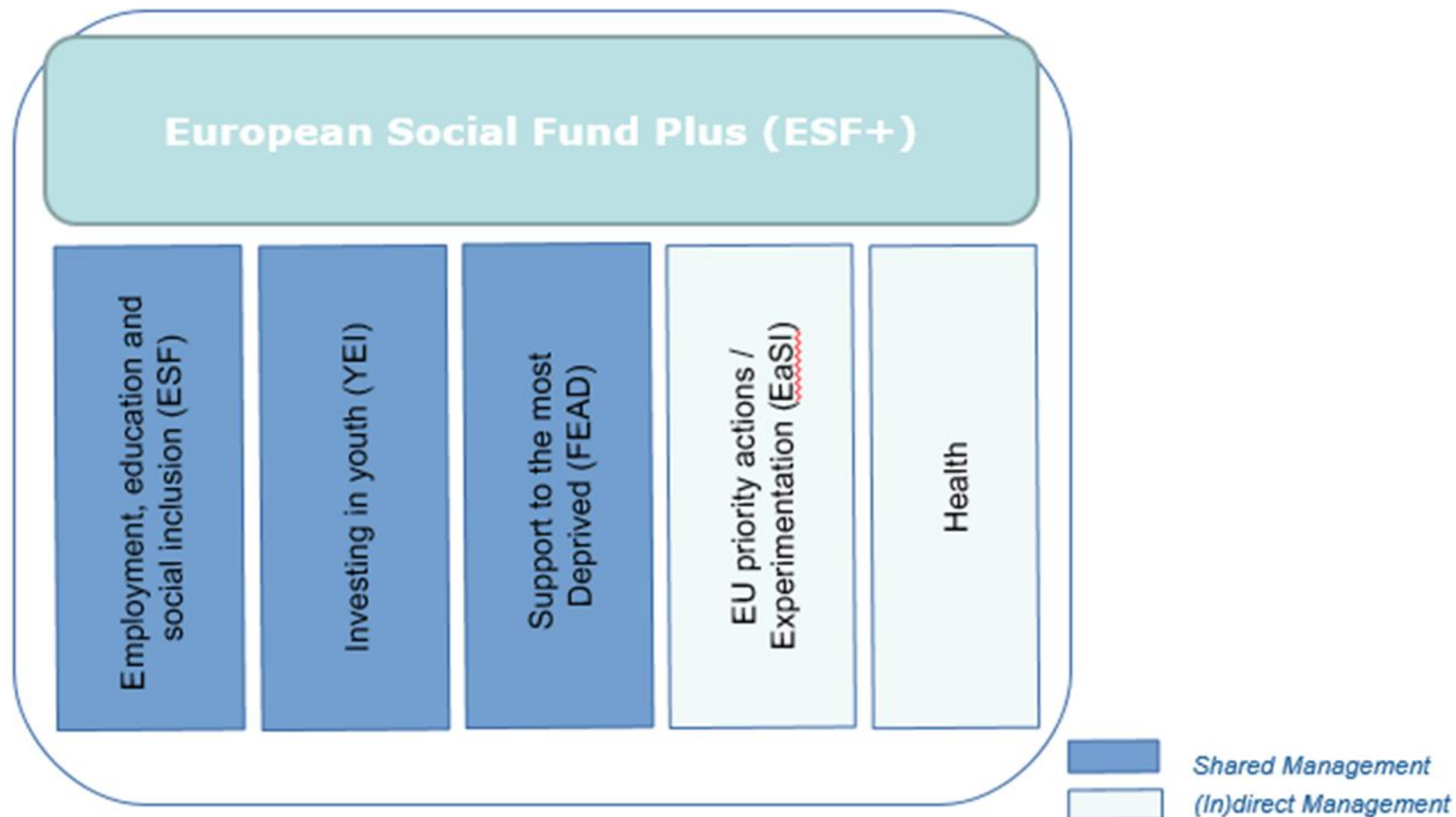
85,3 €

- 17 Administration publique européenne





Le ESF+ : 5 fonds réunis



FSE + €101,2 Milliards

FSE+ Gestion partagée

€100 milliards

Besoins de concentration

- Mise en oeuvre des CSR (lien avec le Semestre)
- au moins 25% d'inclusion sociale, **dont**
- au moins 2% de soutien aux plus démunis (4% : cible EU-level)
- au moins 10% dans les Etats membres avec un taux élevé de NEET

Régions ultrapériphériques/NSPA €400 million

Transnationalité

€200 million

FSE+

Gestion (in)directe

- Volet emploi et innovation sociale
- Volet santé

€1,2 billion

€761 million

€413 million

OBJECTIFS DU FSE+

Objectifs généraux

- Tous les volets: Soutien et mise en oeuvre du **Socle européen des Droits sociaux**
- Volet gestion partagée: également les lignes directrices pour l'emploi et les recommandations par pays dans le cadre du **semestre européen**
- **Volet emploi et innovation sociale**: accent particulier sur l'emploi, les compétences, la protection sociale, l'inclusion sociale et les conditions de travail.
- **Volet santé**: assurer un niveau élevé de protection de la santé dans l'Union

Objectifs spécifiques

- **11 objectifs spécifiques** sous l'objectif politique du CPR "**une Europe plus sociale**" dans les domaines politiques de l'emploi, de l'éducation et de l'inclusion, y compris la santé
- La formulation suit de près les **principes du Socle**
- Références spécifiques aux **migrants** et à **l'assistance matérielle de base**
- FSE+ contribue aussi aux **autres objectifs politiques du CPR**



Objectifs spécifiques du FSE+

Socle
européen
des
Droits
sociaux

- (i) Améliorer l'accès à l'emploi
- (ii) Modernisation du marché du travail
- (iii) Participation des femmes au marché du travail, équilibre vie professionnelle/vie privée, garde d'enfants, environnement de travail, adaptation au changement, vieillissement actif et en bonne santé
- (iv) Enseignement et formation de qualité
- (v) Des systèmes d'enseignement et de formation
- (vi) Éducation tout au long de la vie,
- (vii) inclusion active
- (viii) intégration des migrants et des communautés marginalisées eg. Roms;
- (ix) Accès aux services et protection sociale; systèmes de soins de santé et soins de longue durée
- (x) Personnes à risque de pauvreté y compris / les plus démunis et les enfants;
- (xi) privation matérielle
- vy) Promotion de la santé

Principes
horizontaux

Genre

Egalité des
chances

Non
discrimination

Contribution à
“Europe plus intelligente”
“Europe plus verte”



European
Commission



Flexibilité et alignement des politiques(1)

- Un lien renforcé avec le **Semestre européen** et le **Socle européen des Droits sociaux** en termes de définition des priorités politiques et d'examen à mi-parcours de la programmation
- L'accent a été maintenu sur le soutien à **l'emploi des jeunes** et à **l'inclusion sociale**, y compris l'intégration des **migrants**
- le FSE + sera rendu plus cohérent et complémentaire avec d'autres Fonds de soutien à la population, tels que le **Fonds européen d'ajustement à la mondialisation**, **Erasmus** et le **Fonds «Asile et migration»**.



Flexibilité et alignement des politiques(2)

- Règles relatives au lien avec le semestre et le pilier figurant dans le règlement portant dispositions communes concernant les Fonds ESI (COM (2018) 375)
- La conditionnalité liée au semestre est maintenue, mais plus simple
- CSR reflété dans les programmes à deux reprises au cours de la période de programmation (revue à mi-parcours en 2025)

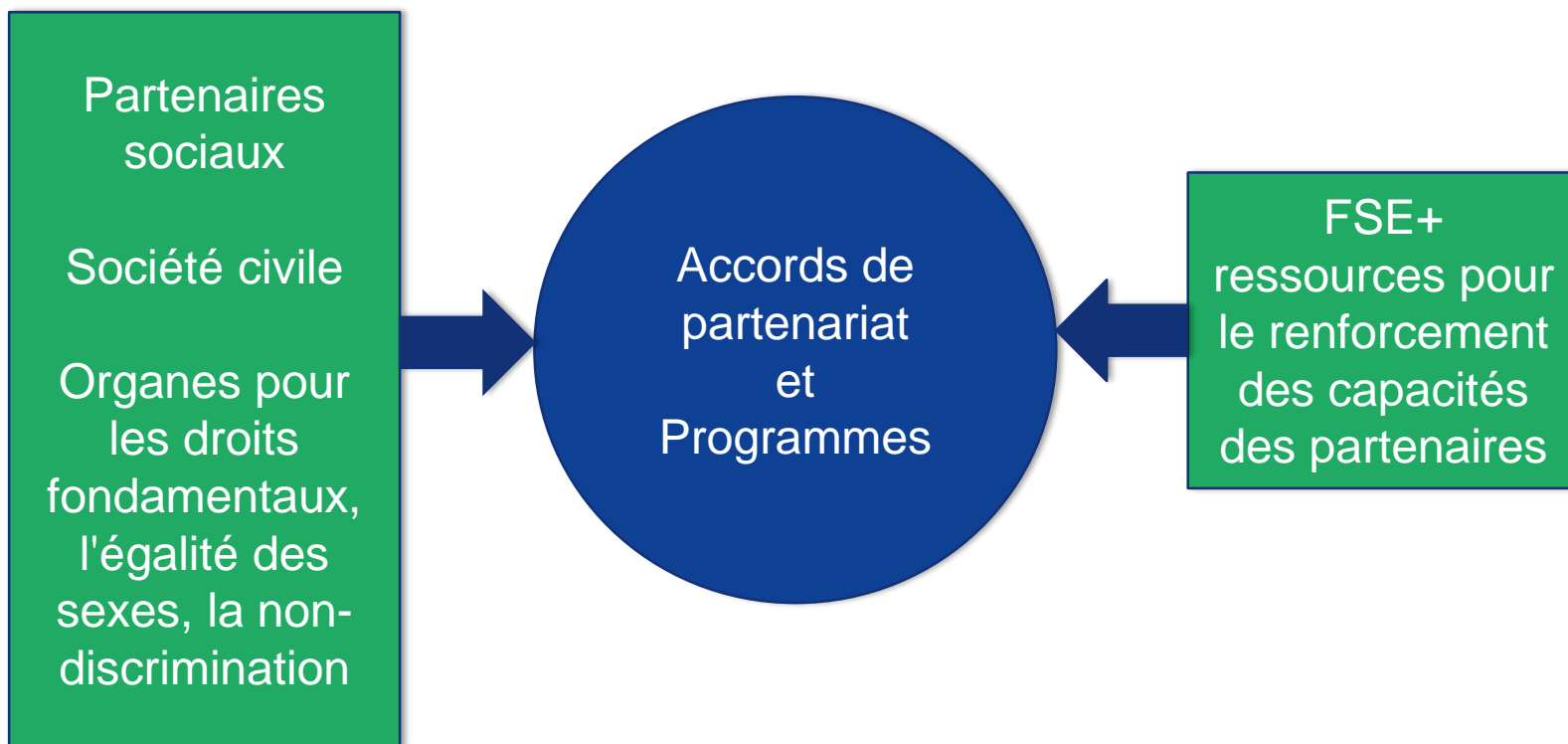


Le FSE+: simplification and continuité

- Dispositions générales applicables à tous
- Différents modes de gestion maintenus en fonction des activités soutenues
- Éléments de simplification conservés (FEAD) et efforts de simplification supplémentaires proposés, par exemple:
 - Documents de programmation simplifiés
 - Plus d'options de coûts simplifiés et paiements basés sur les conditions
 - Continuité d'éléments existants (par exemple désignation des autorités)
 - Reporting et suivi



Partenariat





ESF+ soutien à la lutte contre la privation matérielle

- Fourniture directe ou indirecte d'aide alimentaire et matérielle aux personnes les plus démunies, qui peut être accompagnée de mesures d'intégration sociale
- Autres dispositions pertinentes: contenu de la programmation, éligibilité des opérations et des dépenses, indicateurs et rapports (annexe II); audit



Soutien à l'innovation

- Les États membres soutiennent les actions d'innovation sociale et les expérimentations partenariats sociaux, dans le cadre de tout objectif spécifique du FSE +
- Soutien à la mise à l'échelle d'approches novatrices testées à petite échelle (expérimentations sociales) développées dans le cadre du volet Emploi et innovation sociale et d'autres programmes de l'Union.



***Programmation sous des axes prioritaires dédiés;
taux de cofinancement plus élevé de l'UE***



Règles spécifiques au volet Emploi et innovation sociale

- Objectifs opérationnels: politique fondée sur des données probantes et apprentissage mutuel, réseautage, expérimentation sociale, mobilité de la main-d'œuvre, microfinancement, investissement social, coopération transnationale, maîtrise de la mondialisation
- Actions éligibles dans 4 domaines principaux:
 - Analyse politique;
 - Mise en oeuvre de politiques;
 - renforcement des capacités des réseaux et des partenaires;
 - communication et diffusion
- Personnes et entités éligibles (y compris les pays tiers figurant dans le programme de travail et les organisations internationales)



Dispositions spécifiques au volet santé

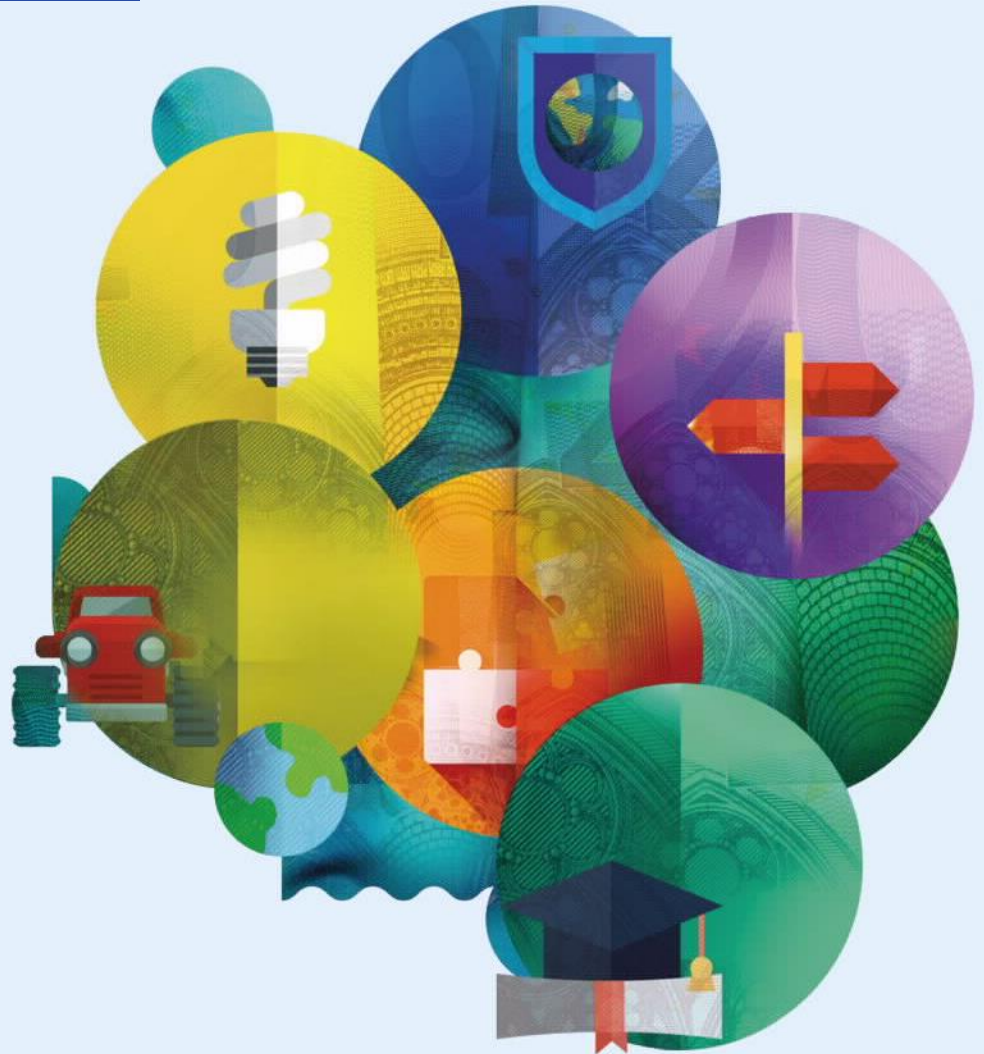
- Objectifs opérationnels dans 4 domaines:
 - Préparation aux crises;
 - Autonomiser les systèmes de santé;
 - soutien à la législation sanitaire de l'UE;
 - réseaux et pratiques intégrées

- Actions éligibles dans 4 domaines principaux:
 - Analyse politique;
 - policy implementation;
 - capacity building of networks and partners;
 - communication and dissemination

- Personnes et entités éligibles (y compris les pays tiers et les organisations internationales) et coûts

Fonds européen d'ajustement à la mondialisation

(FEM)





Objectifs du FEM

Socle
européen
des
Droits
sociaux

→ L'objectif du FEM est de retenir ou de réintégrer les travailleurs sur le marché du travail lorsqu'ils ont été déplacés par des restructurations provoquées par l'évolution du commerce mondial, l'automatisation, la numérisation, la transition vers une économie à faible teneur en carbone, etc.

→ L'objectif politique du FEM est de contribuer à une Europe plus sociale, mettant en œuvre le Socle européen des Droits sociaux.

Principes
horizontaux

Genre

Egalité des
chances

Non
discrimination



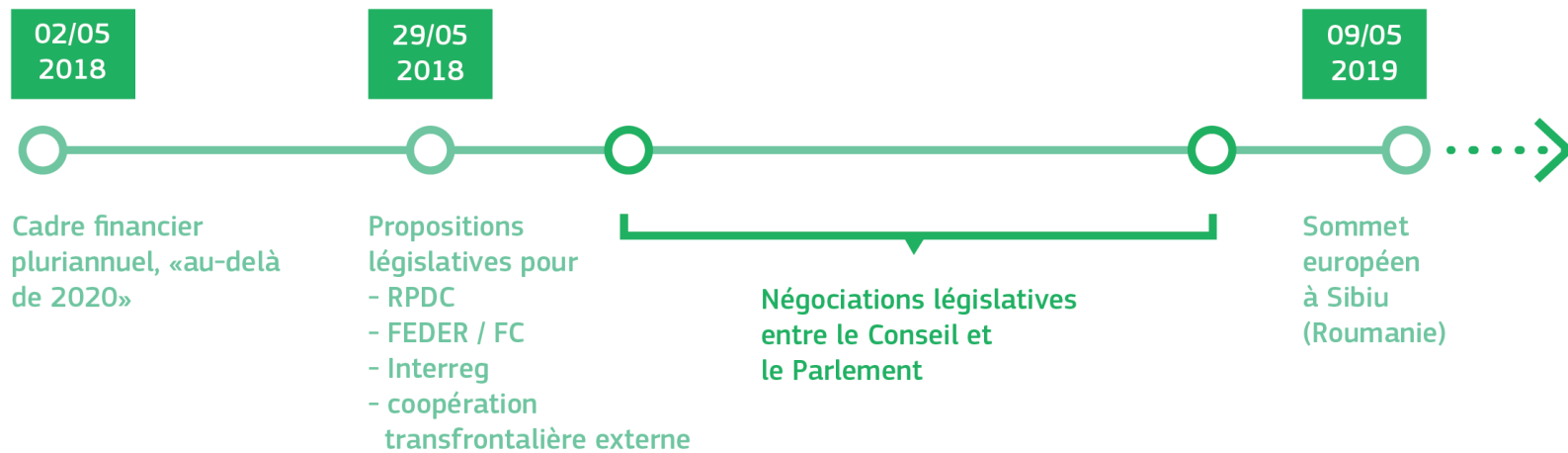
European
Commission

Proposition d'amélioration du FEM par la Commission après 2020

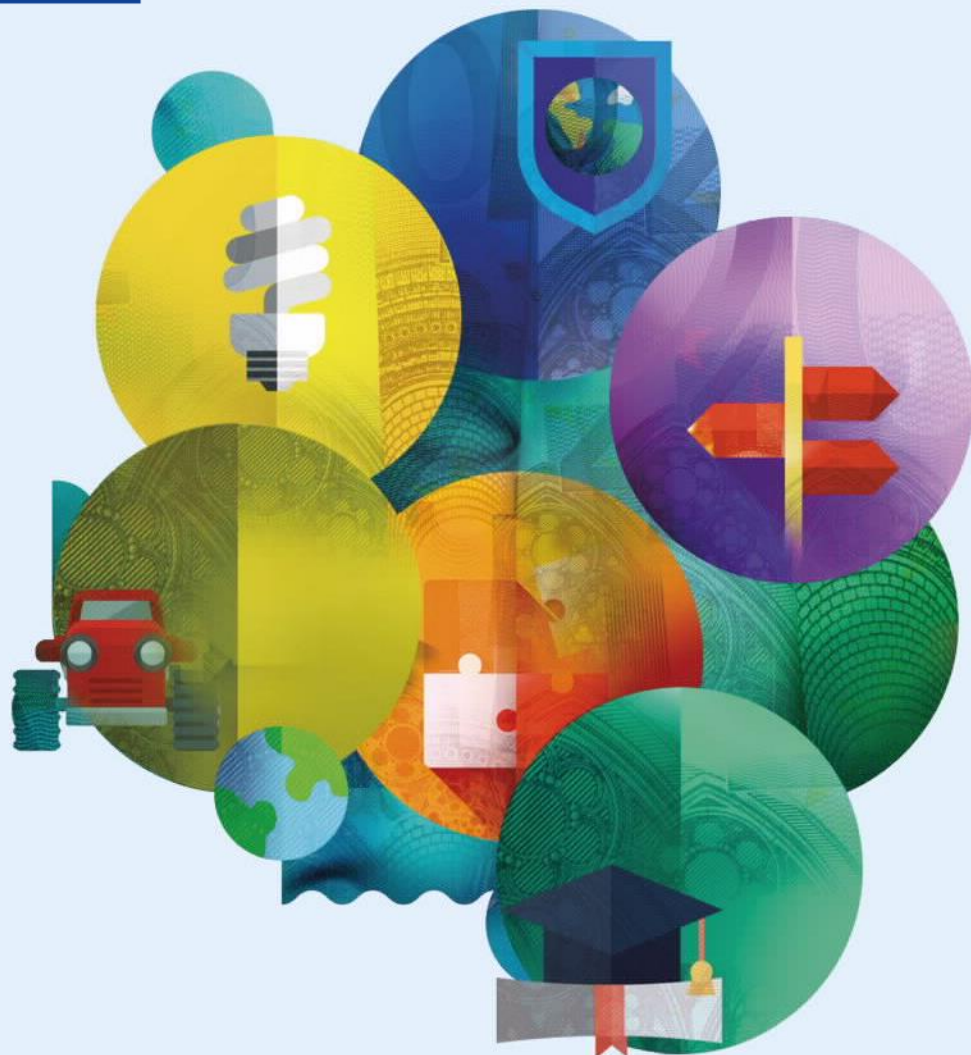
	2014-2020	2021-2027
Champ d'application du FEM	<ul style="list-style-type: none"> Évolution du modèle économique mondial Crise économique et financière 	<ul style="list-style-type: none"> Toutes sortes de restructurations significatives (automatisation, numérisation, passage à une économie bas carbone)
Plafond financier annuel maximal	€170 million (moyenne)	€225 million (moyenne)
Seuil des travailleurs licenciés	500	250
Taux de cofinancement	60%	Le plus haut taux de cofinancement du FSE+ pour un état membre donné
Processus de demande et procédure budgétaire	26 semaines	20 semaines

Prochaines étapes

Calendrier



Merci pour votre attention.



*#Politiquedecohésion
#UEenRégion*